

'EFSA discrédite l'étude Séralini sur la toxicité des OGM - Autorité de Sécurité Alimentaire... ou instrument de Monsanto ?

samedi 6 octobre 2012, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2012).

Sommaire

- [Un étrange communiqué](#)
- [Insoutenable légèreté](#)
- [La main de Monsanto](#)
- [D'énormes enjeux](#)
- [Science avariée, pouvoirs](#)
- [Pour une mise à plat](#)

La publication à la mi-septembre des résultats d'une étude universitaire sur la toxicité d'une variété de maïs génétiquement modifié et de l'herbicide Roundup a causé un choc violent dans l'opinion publique. L'équipe de chercheurs dirigée par Gilles-Eric Séralini, de l'université de Caen, en France, mettait en évidence que le maïs NK603 et le RoundUp ont à long terme sur la santé des rats des effets graves - tumeurs, maladies des reins et du foie- que n'identifient pas les tests officiels, réalisés sur des périodes plus courtes. Les photos des énormes tumeurs développées par les rongeurs ont fait le tour du monde.

La riposte a été foudroyante. Dès le lendemain, l'étude de Séralini faisait l'objet d'un tir de barrage extrêmement nourri de la part d'autres scientifiques. Leurs critiques étaient très largement répercutées par les médias (tandis que les réponses à ces critiques, par contre, ne trouvaient pas ou peu d'écho). Cette affaire vient de connaître une première conclusion provisoire : ce 4 octobre, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a jugé « insuffisante » l'étude des chercheurs français et leur a demandé de fournir davantage d'informations sous peine de la rejeter. Sous ses dehors catégoriques, ce jugement dicté par Monsanto dissimule en réalité un embarras considérable et une volonté d'étouffer ce qui pourrait devenir un scandale majeur.

Un étrange communiqué

Selon l'EFSA, l'étude de Séralini est « *d'une qualité scientifique insuffisante pour être considérée valide pour l'évaluation des risques* ». »*La conception, le système de rapport des données et l'analyse de l'étude, tels que présentés dans le document, sont inadéquats*», explique-t-elle dans un communiqué. En même temps, l'Autorité « *invite les auteurs à lui fournir la documentation sur laquelle ils se sont basés ainsi que les procédures relatives à leur étude afin que l'EFSA acquière la compréhension la plus complète possible de leurs travaux. Sans ces « informations additionnelles essentielles* », il est « *peu probable que l'étude se révèle fiable, valide et de bonne qualité* ». (1)

Voilà un communiqué bien étrange : d'un côté, l'EFSA rejette l'étude en termes très catégoriques (« *d'une qualité scientifique insuffisante pour être considérée valide* » !), de l'autre... elle demande

aux chercheurs de lui fournir les éléments « *essentiels* » sans lesquels « *il est peu probable que l'étude se révèle valide* ». La contradiction saute aux yeux. Comment peut-on condamner une étude quand on manque à son sujet de certaines « *informations essentielles* » à la « *compréhension la plus complète* » ? De plus, l'étude a été soumise à un comité de lecture composé de spécialistes avant sa publication... dans la revue où Monsanto publie les résultats de ses études. L'EFSA considère-t-elle que les reviewers sont eux aussi « *d'une qualité scientifique insuffisante* » ?

Insoutenable légèreté

C'est peu dire que la prise de position de l'EFSA témoigne d'une insoutenable légèreté. Car enfin, il s'agit de santé publique. L'Autorité a pour mission de donner aux citoyen-ne-s le maximum de garanties qu'ils et elles consomment des aliments qui ne nuiront pas à leur santé et à celle de leurs enfants. Or, selon l'étude de Gilles-Eric Séralini, ce n'est pas le cas. Un des deux maïs OGM dont l'EFSA a autorisé la consommation et la culture en Europe pourrait être sérieusement toxique. Le problème serait que les tests sur base desquels l'EFSA a donné ces autorisations ne permettent pas de déceler cette toxicité, parce qu'ils sont menés sur une période trop courte (90 jours). Les tumeurs et autres affections apparaissent chez les rats de laboratoire après un an, dit Séralini.

Dans ces conditions, l'EFSA devrait s'interroger en premier lieu sur la qualité scientifique des études précédentes, qui ont conclu à l'innocuité du NK603, études sur lesquelles elle a basé ses décisions en les considérant comme valides. En effet, si l'étude de Séralini était effectivement « *d'une qualité scientifique insuffisante* », alors il faudrait estimer que les autres études sont d'une qualité plus mauvaise encore, et la conclusion à tirer serait : stop aux OGM, on arrête tout et on réalise en toute transparence une nouvelle étude toxicologique approfondie, de longue durée, indépendante, donnant des garanties de validité incontestables. Mais c'est justement cette conclusion que l'EFSA veut éviter à tout prix... parce qu'elle nuirait à la compétitivité du secteur des biotech.

La main de Monsanto

Dans son communiqué, l'EFSA ne fait que reprendre les critiques qui ont été formulées très vite -étonnamment vite - contre les travaux de Séralini. Le D^r Joël Spiroux, co-auteur et directeur adjoint de l'étude, président du Criigen (Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique), a déjà répondu à la plupart d'entre elles (2). Comme le note le Réseau européen de Scientifiques pour la responsabilité sociale et environnementale (ENSSER), « *la plupart des arguments qui tentent d'invalider l'étude de Séralini et al. ne résistent pas à un examen plus attentif. Les critiques soulevées sont pour la plupart fausses ou appliquent de doubles standards.* » (3) On se contentera ici de reprendre deux exemples qui montrent un acharnement malhonnête :

- « *La souche de rat utilisée dans cette étude est sujette à développer des tumeurs au cours de son espérance de vie d'environ deux ans* », écrit l'EFSA - Oui, mais tout le monde utilise ces mêmes rats, y compris Monsanto ;

- « *Le nombre de rats étudiés (200 animaux, dix lots de vingt) est trop faible* » - Oui, mais ce nombre d'animaux est égal ou supérieur à celui qui est utilisé par Monsanto pour prouver en trois mois que les OGM ne nuisent pas à la santé...

Il n'y a aucun doute qu'une campagne visant à discréditer délibérément l'étude du Professeur Séralini a été orchestrée par Monsanto. L'ONG CEO (Corporate Europe Observatory), qui scrute

l'action des lobbies patronaux dans l'Union Européenne, a divulgué un e-mail envoyé tout de suite après la publication de l'étude, dans lequel un dirigeant de la multinationale fait connaître une liste de dix-huit commentaires scientifiques (dont dix émanant de personnes non-identifiées), tous défavorables à Séralini et son équipe.

Ce recueil de commentaires n'a pas été établi directement par Monsanto mais par le « Science Media Center ». Cet organisme basé à Londres se donne une image d'objectivité, mais celle-ci ne résiste pas à l'analyse : 70% du financement du SCM provient de l'industrie, et toutes les firmes de biotechnologie y contribuent... Les critiques des scientifiques pro-OGM coïncident d'ailleurs point par point avec celles qui sont formulées par Monsanto elle-même dans ses « commentaires » au sujet de l'étude de Séralini. N'empêche que l'astuce a fonctionné : l'agence de presse Reuters a repris les attaques fournies par le SMC, et la grande presse a embrayé.

D'énormes enjeux

La perversité, la brutalité et la malhonnêteté des attaques contre Séralini et son équipe s'expliquent évidemment par l'énormité des enjeux économiques. On n'a pas besoin d'OGM pour nourrir la planète. Les 400 experts qui ont rédigé pour les Nations Unies une Evaluation internationale des connaissances, des technologies et de la science agricole pour le développement (le rapport IAATD) ont même conclu que les OGM étaient inappropriés à ce but. Les belles paroles sur les OGM comme moyen-de-supprimer-la-faim ne sont que basse propagande et rideau de fumée. Le véritable objectif de Monsanto et des autres multinationales du « génie génétique » est l'industrialisation totale de l'agriculture dans le but de maximiser leurs profits en imposant des prix de monopole. Il va de soi que, si cet objectif était atteint, l'humanité verrait ses conditions fondamentales d'existence complètement subordonnées aux intérêts d'une puissance capitaliste concentrée, d'une ampleur sans précédent.

Pour aller dans ce sens - qui, il faut y insister, découle spontanément de la concurrence capitaliste dans la recherche d'investissements générateurs de valeur ajoutée - l'industrie biotechnologique doit s'approprier les espèces cultivées (d'où l'importance du combat sur les semences), transformer les paysans en simples pions de son projet et supprimer toute science indépendante. Elle doit aussi contrôler le pouvoir politique, qui donne les autorisations nécessaires à la consommation et à la culture des transgéniques. L'affaire des OGM montre comment ces deux derniers points sont imbriqués, puisque Monsanto réalise ou fait réaliser elle-même les études sur base desquelles les pouvoirs publics décident ensuite que ses plantes GM ne présentent aucun danger.

Science avariée, pouvoirs gangrenés

C'est peu dire qu'il y a lieu ici de se poser des questions sur l'évolution de la science, ou plutôt des sciences... La concurrence entre chercheurs pour les crédits et la mainmise croissante de l'industrie sur la recherche jouent un rôle évident (cet aspect de la politique néolibérale devrait être dénoncé davantage par la gauche radicale). Cependant, comme le dit le biologiste Jacques Testart, « *il serait trop simple d'imaginer que tous ces chercheurs (ceux qui flinguent Séralini) sont payés pour défendre les intérêts de l'industrie des plantes GM. La situation est plus grave parce qu'elle relève rarement du délit mais presque toujours de l'idéologie* ». Une idéologie difficile à combattre parce qu'elle habite la pensée scientifique elle-même : « *la révolution génétique a conduit à une conception atomisée du vivant, écrit Testart : les secrets de la vie, des spécificités individuelles, des pathologies et des traitements, tout serait décelable et modifiable dans la molécule d'ADN, d'où la naissance d'un réductionnisme triomphant* ». (4)

En même temps, ce réductionnisme, qui « nie la complexité du vivant », n'est qu'une forme particulière de l'idéologie utilitariste et réifiante du capitalisme, avec sa rationalité partielle (au niveau des entreprises) et son irrationalité globale. C'est pourquoi les conflits d'intérêt - les vrais, avec de l'argent à la clé - ne sont jamais très loin des dérives idéologiques. Au cours d'une conférence de presse, Gilles-Eric Séralini a mis en doute « *la compétence, et même l'honnêteté* » des experts de l'EFSA. Cette attaque frontale ne tombe pas du ciel. L'EFSA est truffée de partisans des OGM, liés à l'industrie biotechnologique ou à diverses officines soumises à celle-ci. Le CEO a montré que plus de la moitié des experts qui ont donné le feu vert au maïs NK603 avaient des liens avec l'industrie (5). En mai dernier, Diana Banati, Présidente de l'EFSA, était contrainte à la démission en raison de ses liens avec l'ILSI (International Life Science Institute). Décrit par le Canard Enchaîné comme « *le plus puissant groupe de lobbying alimentaire avec 400 adhérents dont Monsanto, Unilever, Syngenta, Bayer, Nestlé...* », l'ILSI est au cœur de plusieurs affaires de conflits d'intérêt. (6)

Le comité scientifique de l'ILSI compte notamment dans ses rangs un autre chercheur pro-OGM : le français Gérard Pascal, ancien toxicologue à l'INRA, devenu consultant pour Danone et Nestlé. Interrogé sur l'étude de Séralini par le quotidien Le Monde, Pascal déclarait avec ironie : « *Si les résultats se confirment, c'est le scoop du siècle. Et dans ce cas, il faudrait interdire les OGM dans le monde entier* ». En effet, cher monsieur, tel est bien l'enjeu ! Mais en plus, un nombre incalculable de victimes pourraient exiger réparation, une série d'experts qui ont fait passer leurs intérêts avant le bien public seraient mis sur la sellette, et les politiciens qui ont décidé de n'écouter que ces experts-là devraient rendre des comptes, eux aussi. L'affaire du sang contaminé, à côté de ça, c'est de la roupie de sansonnet... Voilà sans doute pourquoi le CERES, une association fondée par les grands groupes français de la distribution, aurait avancé les premiers fonds pour l'étude réalisée à Caen.(5)

Pour une mise à plat

Gilles-Eric Séralini refuse de donner à l'EFSA les « informations complémentaires » qu'elle lui demande. Il réclame au contraire que l'Autorité européenne « *fournisse au public les éléments qui lui ont permis d'autoriser cet OGM, et ce pesticide en particulier* » (7). Cette réplique intransigeante risque de lui coûter cher, mais elle est pleinement justifiée. Le communiqué du 4 octobre de l'EFSA dit que « *l'examen préliminaire publié aujourd'hui constitue la première étape d'un processus* » et qu'une « *seconde analyse, plus complète, sera publiée d'ici la fin octobre 2012.* » Etant donné que l'EFSA invoque contre l'étude de Séralini des vices qui n'en sont pas pour elle lorsqu'ils entachent - et plus gravement- des études pro-OGM, le « deux poids deux mesures » est clair, et la conclusion coule de source : ce n'est pas une controverse scientifique, et la « seconde analyse, plus complète » de l'EFSA ne fera que confirmer la première. Il n'y a aucune raison pour un chercheur de collaborer à une mascarade aussi grossière.

Comme le dit la « Lettre Ouverte » sur l'affaire Séralini, que nous publions par ailleurs, « *une grande part de la culpabilité ultime pour cette controverse réside chez les régulateurs - l'EFSA en Europe et l'EPA (Environmental Protection Agency) ainsi que la FDA (Food and Drug Administration) aux Etats-Unis - qui ont adopté des protocoles ayant peu ou pas de potentiel pour détecter les conséquences néfastes des OGM* » (8). L'affaire est donc politique. Il faut en finir avec un système qui permet aux industries agroalimentaires de faire elles-mêmes les études d'accréditation de leurs OGM selon des procédures mises en place par elles. Il est inacceptable que les pouvoirs publics discréditent un chercheur alors qu'ils ne se sont jamais soucié d'organiser une recherche sérieuse et indépendante sur les impacts sanitaires (et écologiques) à long terme de transgènes qui - c'est le fond de l'affaire - ne sont nécessaires que dans le cadre de la course au profit du complexe agro-

industriel capitaliste.

Daniel Tanuro

Notes

(1) <http://www.efsa.europa.eu/fr/press/news/121004.htm>

(2) <http://www.ogm-alerte-mondiale.net/OGM-9-critiques-et-9-reponses-sur>

(3) Communiqué ENSSER, 5 oct. 2012

(4) <http://jacques.testart.free.fr/index.php?post/texte911> Disponible sur ESSF (article 26561), [Le scientifique et l'OGM](#)

(5) <http://corporateeurope.org/news/study-monsantos-gm-maize-intensifies-concerns-about-efsas-reliability-monsanto-strikes-back-pr>

(6) <http://blogs.mediapart.fr/blog/benjamin-sourice/280912/polemique-sur-la-toxicite-des-ogm-ces-conflits-dinterets-qui-nuise> Disponible sur ESSF (article 26562), [Polémique sur la toxicité des OGM : ces conflits d'intérêts qui nuisent à la science](#)

(7) <http://www.tendanceouest.com/caen/actualite-41892-ogm-gilles-eric-seralini-en-donnera-pas-plus.html>

(8) <http://independentsciencenews.org/health/seralini-and-science-nk603-rat-study-roundup/> Disponible sur ESSF (article 26559), [Débat OGM - Séralini et la science : une lettre ouverte](#)
